Parti Socialiste
Congrès national extraordinaire
Lundi 8 avril 1974

Sommaire

Le président (Gaston Defferre) 1
Pierre Mauroy 1
Gaston Defferre 9
François Mitterrand 11

La séance est ouverte sous la présidence de Gaston Defferre.

Le président (Gaston Defferre)

La séance est ouverte. Je donne la parole à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, le Comité directeur de ce matin m'a chargé de vous faire rapport pour vous présenter la candidature de François Mitterrand dans cette campagne des élections présidentielles.
(Très vifs applaudissements)
Comme nous sommes les seuls à nous réunir de cette façon pour procéder à une désignation démocratique, d'abord je vous ferai rapport au nom du Comité directeur et ensuite nous voterons en vous appelant fédération par fédération.
Chers camarades, le Président de la République est mort le mardi 2 avril au soir. Le Bureau exécutif, dans sa réunion du lendemain 3 avril, décidait de convoquer, en application de nos statuts, le Comité directeur et un Comité extraordinaire du Parti pour aujourd'hui.
Les secrétaires fédéraux, par télégramme et par circulaire, étaient invités à prendre les dispositions nécessaires compte tenu du caractère exceptionnel de la situation et de l'urgence, pour réunir les assises fédérales et il appartenait à ces Assemblées, Commission exécutive, Convention ou Congrès fédéral, de choisir les délégués au Congrès national et de les mandater pour la désignation des candidats.
Il était précisé que le nombre des mandats et des délégués était le même que celui du Congrès de Suresnes. De plus, nous demandions instamment aux fédérations de prendre les premières dispositions afin d'engager dans les meilleures conditions une campagne à entreprendre avec rapidité et efficacité.
La mort du chef de l'Etat tranchait dramatiquement les rumeurs entretenues et le silence que l'Elysée entretenait sur la maladie de M. Georges Pompidou. Le Parti Socialiste avait tenu à honneur de ne pas joindre sa voix aux appréciations sur la santé du Président de la République. Face aux spéculations sur l'échéance

Fondation Jean-Jaurès

possible qui se développaient avec une indécence de plus en plus choquante, nous avons donné l'image de la dignité.
Monsieur Georges Pompidou est mort à son poste, dans la souffrance, avec courage, suscitant, par-là même, le respect des Français et lorsque la mort a frappé, les Socialistes ont rendu hommage à la mémoire du président et ont participé aux manifestations organisées à Paris et en province dans le cadre de la journée de deuil national.
La vie politique a depuis repris légitimement ses droits. Très vite, la majorité ou ce qui en reste, disloquée a donné le spectacle d'un incroyable désordre.
Monsieur Chaban Delmas a la réputation d'être rapide. Il fut ultra-rapide, il est en lice depuis jeudi à 16 h 09 minutes.
Monsieur Edgar Faure le suivit très rapidement dans une course tous azimuts.
Monsieur Fouchet est candidat pour l'orthodoxie, c'est-à-dire qu'il ne se rallie pas.
Monsieur Giscard d'Estaing, qui a pris rapidement le Parti de la lenteur, est maintenant dans l'arène depuis ce midi.
A gauche, tout se passe comme si le candidat commun ou unique, le mot, ici, a tout son sens, était attendu, soutenu avant même qu'un nom ait été officiellement mis sur son visage.
Il est vrai que depuis le moment ou, en décembre 1965, la candidature de François Mitterrand a permis de mettre en ballottage le Général de Gaulle, c'est celui qui s'impose comme l'homme autour duquel peuvent se rassembler les espoirs de la Gauche, (Applaudissements) d'où cette impression de force, de cohésion et en même temps de grande sérénité, traduite dans les commentaires d'une presse quasi unanime.
En réalité, la manière de faire de ces derniers jours traduit une situation en profondeur. Voici bien des années qu'à droite de graves difficultés sont évidentes. Le départ du Général de Gaulle a ouvert une guerre de succession qui n'a jamais cessé. Quand elle analysera l'échec de ces cinq dernières années, l'Histoire fera la part entre les intrigues des prétendants, la dislocation d'un Parti majoritaire qui a perdu son unité avec son fondateur, l'impuissance à définir, à orienter ou à imposer une ligne politique. Elle devra, naturellement, retenir aussi l'inéluctable dégradation d'une société dominée par les grands intérêts, incapable de prendre en charge les grandes mutations de cette fin de XXème siècle, et combattue par une plus large conscience collective de la part des citoyens.
A l'inverse, par conséquent, la Gauche peut aborder l'élection présidentielle avec sérénité. Elle est en ordre de marche. Le programme commun de la Gauche, éclairé par les propositions du programme Socialiste "Changer la vie" est notre loi, l'échéance électorale qui survient brusquement ne nous prend pas en défaut. Nous avons toujours rempli nos devoirs vis à vis de l'Union de la Gauche. Dès le début de 1974, afin d'actualiser, comme il était nécessaire, certains aspects du programme commun, les trois formations signataires de ce programme ont publié un document sur les questions posées par la décomposition du système monétaire international, par le développement des

Sociétés multinationales et par les difficultés du commerce entre les nations.
Nous avons lancé ensemble une grande campagne en faveur des collectivités locales, pour une nouvelle répartition de la fiscalité entre l'Etat et ces collectivités locales, et nous avons décidé d'une campagne d'action sous 5 objectifs majeurs qui ont déjà une résonance considérable dans le pays et que je vous rappelle :

- réduction de la TVA, au taux zéro pour les articles de première nécessité,
- réduction sensible de cette taxe pour les autres produits de large consommation,
- prolongation du blocage général des loyers jusqu'au 31 Décembre 1974, au-delà de cette date, mise en place d'une politique de stabilisation des loyers, allégement important des charges,
- augmentation immédiate du SMIC à 1.200 F pour 40 heures de travail hebdomadaire et augmentation exceptionnelle de 30 % du minimum retraite.

De plus, garantie de prix maximum correspondant au coût de production pour les produits essentiels des petits et moyens exploitants agricoles.
- remboursement, c'était le point 4, à 80 % des frais médicaux et pharmaceutiques, porté à 100 % pour les maladies graves,
- enfin, avant toute fermeture d'entreprise ou licenciement collectif, obligation de soumettre la décision au Comité d'Entreprise, aux Conseils Généraux ou régionaux, avec possibilité suspensive, garantie légale de reclassement équivalent en cas de licenciement.

Les 3 partis signataires avaient alors appelé tous ceux qui subissent la crise à s'unir pour imposer ces mesures au Pouvoir actuel ; ils les avaient invités, en particulier, à agir pour que le Parlement débatte des revendications les plus urgentes et que le gouvernement soit contraint de les appliquer.
Voilà notre loi du Programme commun.
Les positions du Parti Socialiste. Dès le Congrès de Grenoble, en juin 1973, le Parti Socialiste avait marqué son intention d'aborder l'élection présidentielle avec la volonté d'assurer à la Gauche unie la victoire à laquelle elle peut prétendre. Le Congrès, bien sûr, pensait à 1976, et nous sommes en 1974, avec la même volonté.
A Suresnes, le 24 mars dernier, le Parti Socialiste réaffirmait la valeur de la stratégie de l'union de la Gauche, concrétisée, rappelait-il, par le Programme commun de gouvernement. Il réaffirmait aussi les finalités qui lui sont propres, notamment l'autogestion et la construction d'une Europe ouverte et indépendante.
Les Socialistes pensant qu'en effet, ils l'ont rappelé au Congrès de Bagnolet, en Décembre 1973, le Socialisme en France n'est pas un préalable à l'Europe, pas plus que la construction de l'Europe n'est un préalable au Socialisme, mais nous devons avoir conscience que des progrès décisifs dans la voie du Socialisme ne seront pas accomplis en limitant notre action au seul cadre national.
Enfin, en ce qui concerne le rôle du Président de la République, si les positions de la Gauche et du Parti Socialiste sont parfaitement claires en tous points, elles

Collection Jean Jaurès

le sont particulièrement sur la conception que nous avons du rôle du Président de la République.
Pour le Pouvoir, le Président de la République assume en fait la responsabilité du gouvernement qui, pourtant, suivant la Constitution détermine et conduit la politique de la Nation.
La Gauche entend faire du Président de la République celui qui veille au respect de la Constitution, assure le fonctionnement régulier des pouvoirs publics, ainsi que la continuité de l'Etat, celui qui est le garant de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire, celui qui serait aussi le garant de la cohésion de la majorité de Gauche. Et sa campagne, qui n'est pas expressément celle du Programme commun, doit être en harmonie avec les orientations fondamentales de ce Programme commun. Sur ce point-là, l'accord existe à Gauche. (Applaudissements)
C'est dans ce contexte, camarades, que s'est posée et que se posée aujourd'hui la question de la désignation du candidat de la Gauche à l'élection présidentielle.
Dès le jeudi 4 avril, le mouvement des Radicaux de Gauche propose la candidature de François Mitterrand en ces termes : « François Mitterrand représentera les traditions humanistes et généreuses de la Gauche française. Il incarnera le respect intransigeant des libertés démocratiques, offrira une alternative lucide de justice sociale conforme aux réalités sociologiques de notre pays et aux nouvelles données de la vie économique française et mondiale. François Mitterrand soutiendra et développera la vocation universaliste de la France. »
Le môme jour, le groupe parlementaire de l'Union de la Gauche Socialiste et Démocrate, approuvant chaleureusement l'initiative des Radicaux de Gauche, demandée François Mitterrand d'être candidat à la Présidence de la République.
Michel Rocard déclare à Toulouse, ce même jour : « La Gauche est sereine car son réseau d'alliances s'est amélioré ; nous ne vaincrons qu'ensemble. Or, l'unité est la condition nécessaire de cette victoire. Cette unité doit être la plus large possible pour rassembler toutes les composantes des forces Socialistes. Pour notre part, nous y sommes prêts. La victoire électorale d'un Socialiste, François Mitterrand, est la condition d'un déblocage économique pour le bien être des travailleurs.» (Applaudissements)
Jeudi après-midi, dans une lettre adressée à François Mitterrand, Georges Marchais, Secrétaire général du Parti Communiste, annonce que le Comité central du Parti Communiste français, réuni le matin, souhaite que soit désigné un candidat commun de la Gauche et estime que le Premier Secrétaire du Parti Socialiste pourrait être ce candidat. (Applaudissements)
Vendredi matin, le Bureau exécutif de notre Parti se réunit et prend à l'unanimité la résolution suivante, qui n'a pas été rendue publique : « Le Bureau exécutif a décidé de proposer au Comité directeur qui précédera le Congrès National la candidature de François Mitterrand en vue de défendre dans la prochaine campagne présidentielle les options du Parti Socialiste et les orientations fondamentales du Programme Commun de gouvernement. » (Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

La délégation est constituée pour rencontrer les représentants du Parti Communiste et du mouvement des Radicaux de Gauche. Pour le Parti, cette délégation comprend Gérard Jacquet, Claude Estier,
Jean-Pierre Chevènement et moi-même. Le Parti Communiste sera représenté par Roland Leroy, Madeleine Vincent et Paul Laurent. Les Radicaux de Gauche étaient nos amis François Lhomme (?),Guy Sénéseau (?) et Pierre Braque.
La discussion se trouve résumée par l'échange de la correspondance dont je vais vous donner connaissance et que vous avez pu voir dans la presse.
Lettre de Georges Marchais à François Mitterrand, C'était une lettre que nous avions reçue la veille, le jeudi :
« Cher ami, réunis aujourd'hui pour examiner la situation créée par la disparition du Président de la République, notre Comité central considère la prochaine élection présidentielle comme une étape qui peut être décisive du combat pour la mise en œuvre d'une orientation politique fondamentalement nouvelle dont les lignes générales sont exprimées dans le Programme Commun de gouvernement des Partis de Gauche.
« Le Comité central a mandaté le Bureau politique et le secrétariat général du Parti pour poursuivre avec vous, avec le Parti Socialiste et avec le mouvement des Radicaux débaucha les conversations nécessaires en vue d'assurer le succès de la Gauche à la prochaine élection présidentielle.
« Nous vous confirmons donc notre proposition que les trois Partis se mettent d'accord pour désigner dès le 1er tour un candidat commun à la Présidence de la République, candidat résolu à créer dans le cadre des responsabilités incombant au Président de la République, les conditions d'application du Programme Commun de gouvernement.
« Notre Comité central estime que vous pourriez être ce candidat. Nous sommes persuadés qu'en prenant une telle décision nos trois Partis créeront les conditions d'un élan nouveau, d'un vaste rassemblement des forces démocratiques et nationales ils répondront aux aspirations de tous ceux qui, en France, souhaitent une politique assurant, par la limitation de la toute puissance des monopoles, un progrès social constant, l'élargissement des libertés et de la démocratie, la participation des travailleurs et de tous les citoyens à la gestion des affaires publiques, l'indépendance nationale, la participation active de la France à l'organisation de la sécurité collective et de la paix.
« Je vous prie de croire, cher ami, à mes sentiments les plus cordiaux. »
A l'issue de notre rencontre, je remettais, au nom du Parti, à Georges Marchais la lettre suivante :
« Cher ami, j'ai communiqué ce matin au Bureau exécutif du Parti Socialiste la lettre que vous avez adressée hier à François Mitterrand. A sa lecture nous avons constaté avec satisfaction la convergence de nos analyses respectives. Nous avons également apprécié la position de votre Comité central en faveur de la candidature du Premier Secrétaire de notre Parti comme candidat commun de la Gauche.
« A cet égard, je tiens à vous faire part de la décision du Bureau exécutif de présenter à notre Comité directeur de lundi la candidature de François

Mitterrand qui donnera sa réponse ce jour-là c'est-à-dire aujourd'hui - en vue de défendre dans la prochaine campagne présidentielle les options du Parti Socialiste et les orientations fondamentales du Programme Commun de gouvernement.
« Dans ces conditions, cette candidature, déjà souhaitée par le mouvement des Radicaux de Gauche, doit devenir, comme vous l'écrivez vous-même, l'occasion d'un vaste rassemblement des faces démocratiques et nationales. Dans l'immédiat, vous comprendrez certainement notre souci d'attendre que notre Congrès Extraordinaire se prononce comme vous le ferez, de votre côté, par la réunion de votre Comité central.
« Je vous prie de croire, cher ami, à mes sentiments les plus cordiaux. »
Au cours de la journée de vendredi, la candidature de François Mitterrand reçoit de nouveaux appuis.
Le Parti de la Jeune République constate que la brusque vacance du pouvoir porte les couches les plus larges de la population à désigner François Mitterrand comme le candidat unique de la Gauche. Le Parti de là Jeune République salue en François Mitterrand le militant Socialiste et l'homme d'Etat.
La C.F.D.T. (Applaudissements), précise dans la déclaration de son Bureau National qu'elle n'attend pas d'un président de gauche la solution à tous les problèmes des travailleurs ; elle est cependant persuadée qu'il est possible d'amorcer des changements fondamentaux grâce à l'espoir et à la mobilisation populaire qui naîtraient d'une victoire de la Gauche et à la nomination immédiate d'un gouvernement entamant sans délai des négociations avec les organisations syndicales pour satisfaire les revendications prioritaires et engager les transformations démocratiques, en particulier dans les entreprises et les institutions sociales. »
En commentant la déclaration du Bureau, Edmond Maire ajoutait : « La C.F.D.T. apportera toute sa contribution, en tant qu'organisation syndicale, pour assurer la victoire d'un candidat de toute la Gauche. Notre souhait et notre volonté sont qu'apparaisse un candidat représentatif de toutes les forces de Gauche, partis politiques signataires du Programme Commun, Syndicats, courant autogestionnaire. Le choix de l'homme ne nous appartient pas, mais si le candidat unique de la Gauche était François Mitterrand, la C.F.D.T. ferait le maximum pour qu'il l'emporte, en engageant tout son potentiel militant. »
(très vifs applaudissements)
De son côté, la Commission exécutive confédérale de la C.G.T. (Applaudissements) avait, dès le 3 avril, exprimé le souhait que l'union la plus large se réalise en vue de l'élection présidentielle et le Bureau confédéral de la C.G.T. réuni le 4 avril, dit sa certitude qu'offre à la Gauche unie la perspective d'une victoire à grande portée. (vifs applaudissements)
Mes camarades, il ne suffit pas de rendre compte des positions unitaires des grandes formations politiques et syndicales, encore faudrait-il pouvoir vous communiquer les innombrables messages, lettres, télégrammes, parvenus depuis jeudi 12, Cité Malesherbes, venant de toute la France et demandant à François Mitterrand d'être le candidat.

Je prends quelques-uns de ces messages au hasard.
Télégramme de l'Union Progressiste : « Souhaitons candidature commune de la Gauche en la personne de François Mitterrand. »
Télégramme des Communistes de la cellule Joliot-Curie : « Les Communistes de la cellule Joliot-Curie de Trappes, conscients de la réelle possibilité de mettre un terme à la politique réactionnaire des gouvernants actuels, vous prie instamment de désigner un candidat commun dès le 1er tour des élections présidentielles, par exemple en la personne de votre Premier Secrétaire. Fraternellement. Signé : Lemalier (?) »
Télégramme de 9 secrétariats académiques départementaux de la Côte d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire, du S.N.E.S. de l'Académie de Dijon (Applaudissements), qui expriment le souhait d'un candidat commun à gauche, François Mitterrand, En toute indépendance syndicale, ils croient en la mise en œuvre d'une autre politique scolaire conforme au Programme Commun. »
Le Centre de Loisirs du quartier Danton : "Nous, soussignés, moniteurs et monitrices du Centre de Loisirs du quartier Canton, souhaitons que Mitterrand soit le candidat commun de la Gauche dès le 1er tour pour défendre le Programme Commun de gouvernement auquel nous assurerons le triomphe. »
Et enfin, parce que je ne veux pas multiplier les messages, venant d'une ouvrière qui se dit sympathisante du Parti Socialiste, ce message: "A l'usine Chausson à Asnières, dans laquelle je travaille, tous mes camarades d'atelier souhaitent que François Mitterrand soit le représentant du Programme Commun, hier midi à la cantine c'est à chaque table que l'on en parlait. C'est pourquoi il m'a paru important de vous l'écrire, exprimant ainsi le vœu de mes camarades. » (vifs applaudissements)
Ces messages, qui traduisent la sympathie de milliers et de milliers de travailleurs, de citoyens, à l'égard de François Mitterrand, marquent aussi une volonté, celle d'être dans la campagne électorale et de participer activement au changement politique souhaité, en mars 1973, par 11 millions d'électeurs lors des dernières élections législatives.
Quant aux Socialistes, conformément aux règles du Parti, ils se sont réuni samedi après-midi et le plus souvent dimanche matin pour choisir François Mitterrand, les fédérations et sections très nombreuses ont informé la Direction du Parti de leur décision et adressent à François Mitterrand leurs sentiments chaleureux.
Les autres fédérations, qui n'ont pas eu la possibilité, faute de temps, de nous informer, s'exprimeront tout à l'heure, mais nous savons que les délibérations fédérales vont dans le même sens, elles choisissent François Mitterrand, la discussion politique a partout été facilitée, le Parti Socialiste a un programme politique et le Programme Commun est peur les trois formations signataires un engagement de gouvernement.
La négociation a donc eu lieu et chacun a souhaité que l'adaptation à la fonction présidentielle et à l'élargissement du rassemblement qui doit devenir majoritaire, soit la réflexion et le travail personnel du candidat. (Applaudissements)
C'est avec cette même optique et un sentiment d'amitié partagé par tout le Parti,

que le Comité directeur a décidé ce matin, à l'unanimité, de demander à François Mitterrand, de devenir le candidat commun de la Gauche. (Applaudissements)
Candidat commun et unique de la Gauche, le Premier Secrétaire du Parti Socialiste l'est tout à la fois. François Mitterrand est le candidat des Socialistes, fiers de leur force retrouvée et amplifiée, décidés à prendre leur place au même rang que les camarades des autres formations de la Gauche. (Applaudissements)
François Mitterrand est le candidat des trois formations signataires du Programme Commun et la décision de nos partenaires Communistes et Radicaux de Gauche sera confirmée cet après-midi.
Défendre dans la prochaine campagne présidentielle les options du Parti Socialiste, et les orientations fondamentales du programme commun de gouvernement, tels sont les objectifs qui vont nous rassembler.
François Mitterrand est aussi le candidat de toutes les forces de Gauche, de l'ensemble de là Gauche, de toute la Gauche.
Ainsi, des chrétiens, engagés dans l'action syndicale et culturelle, soucieux de s'associer à notre grande entreprise pour changer la vie, vont rejoindre ceux qui sont déjà nombreux dans nos rangs. (Applaudissements)
Ainsi, des hommes et des femmes qui sans partager notre engagement Socialiste ont conscience de la dégradation des institutions et des conditions de la vie en France, vont accepter de mener ce travail avec nous.
Et puis, il y a les masses qui croient en la démocratie Socialiste, attachés à la liberté et au respect de l'Homme, qui vont avec nous s'engager dans la lutte.
Et puis enfin, il y a le citoyen qui écoute François Mitterrand depuis des mois, attentif à son langage, au ton de ses propos, à la place qu'il a su prendre dans la mêlée, et pourtant au-dessus de la mêlée.
Le rassemblement qui sera demain majoritaire est ouvert à ce citoyen qui viendra partager le combat d'une authentique démocratie, au service de la liberté et de la justice, et de la qualité de la vie qui est inséparable du progrès social.
Nous devons et nous pouvons choisir un candidat pour la victoire et ce candidat c'est François Mitterrand. (Applaudissements)
Mes chers camarades, le Général de Gaulle a symbolisé une certaine idée de la France et de ses institutions, la transition ouverte en 1969 se termine, c'est ce qui explique les déchirements de la Droite, parce qu'elle n'a pas de projets politiques, c'est le trop plein de ses candidats. Y aura-t-il entre eux arbitrage ou non d'ici l'ouverture officielle de la campagne électorale ? Peu importe. La majorité disparate qui nous gouverne depuis 1958, porte en elle la division et les risques de désordre. Son maintien au pouvoir constituerait une grave menace contre nos libertés. (Applaudissements et ovation prolongée)
François Mitterrand sera le candidat commun de toute la Gauche, sur la base des orientations fondamentales d'un programme commun il sera le candidat du Socialisme à visage humain, il sera porteur de l'espérance des travailleurs et de tous, ceux qui souhaitent faire de la France une terre d'exemple, à vocation universelle.
Avec François Mitterrand, c'est la chance pour la France et c'est la chance aussi

pour les Français.
Pour la France qui aspire à la dignité, et pour les Français qui attendent la responsabilité.
Dignité, responsabilité, ce sont là des mots simples, auxquels François Mitterrand a déjà donné un contenu.
Chacun en France veut vivre sa part de bonheur et souhaite une meilleure qualité de la vie, de la vie libérée des puissances d'argent et du poids d'un système social injuste et dépassé.
Avec François Mitterrand c'est possible, à condition de le vouloir vraiment.
Jamais le choix n'a été aussi clair entre la Droite qui est le passé et l'avenir symbolisé par l'union de toute la Gauche.
Ce choix, c'est à vous, camarades Socialistes, de le permettre, en proposant au peuple français la candidature de François Mitterrand.
(Tous les congressistes debout applaudissent longuement)

Le président - Camarades, nous allons maintenant procéder au vote par appel des fédérations. Il n'est pas nécessaire que je demande si 10 % d'entre vous demandent le vote par appel nominal, les circonstances l'exigent.
Je donne la parole à Vaillent pour faire l'appel des fédérations.
(Il est procédé à l'appel des fédérations et au vote.)
Camarades, voici le résultat, qui ne vous surprendra pas.
Total des mandats : 3.752
Absents : la Guadeloupe qui n'a pas pu nous envoyer de délégué.
Reste 3.748 mandats.
François Mitterrand est désigné par l'unanimité du Parti.
(Vifs applaudissements - ovation)

Gaston Defferre

Cher François, le Comité directeur de ce matin m'a donné mandat de vous accueillir ici cet après-midi, et de vous adresser quelques mots.
Vous avez tenu à nous laisser délibérer sans vous et si maintenant, vous savez que notre Congrès unanime a voté par mandats de façon démocratique, pour vous désigner, il faut que tout le monde sache qu'alors que tous les candidats qui sont entrés en lice dans cette compétition se sont mis en avant, se sont le plus souvent désignés eux-mêmes, François Mitterrand, alors que le Mouvement des Radicaux de gauche vient de nous faire savoir que son Comité directeur avait confirmé la proposition faite au Groupe parlementaire il y a quelques jours... (Applaudissements)... le Groupe parlementaire Socialiste, le Parti Communiste, le P.S.U., la C.G.T., la C.F.D.T. vous avaient désigné pour être candidat à la Présidence de la République, vous n'avez pas voulu répondre tout de suite, vous vous êtes donné le temps de la réflexion, vous êtes parti dans votre département de la Nièvre, et c'est devant vos camarades, devant les militants, devant les délégués du Parti Socialiste, que vous allez maintenant donner votre réponse, donnant ainsi à tous les autres une belle leçon de démocratie, (vifs

Fondation Jean-Jaurès

applaudissements)
Vous allez être le candidat de l'union de la Gauche, face entre autres aux trois candidats de l'ex-majorité présidentielle. Ce n'est pas encore le moment de parler du programme de ces candidats, mais pour le moment, l'impression que nous avons, c'est que, ce qui sépare ces hommes, qui pendant des années ont gouverné ensemble, ce sont plus des questions de personnes ou d'ambitions personnelles que des différences de programmes ou des interprétations d'une Constitution qu'ils ont violée ensemble pendant des années.
Vous, vous allez être le candidat non seulement de l'union de la Gauche, mais je le pense, et nous le souhaitons tous, de toute la Gauche et je suis convaincu que ceux qui, à l'extrême gauche, se sont déjà déclarés, comprendront l'importance de l'enjeu et qu'ils se rallieront dès le premier tour à votre candidature.
Je pense aussi que dans le marais qui ne se situe pas au centre, qui est partout sur l'échiquier politique, à gauche, au centre, à droite, que dans le marais et parmi les indécis, beaucoup de ceux qui hésitaient encore, se tourneront vers vous.
Vous avez voulu que les choses soient claires. Vous n'avez pas écouté les sirènes qui vous conseillaient d'adopter à une attitude qui aurait abouti à un candidat Socialiste et à un candidat Communiste. Vous avez été l'initiateur de l'union de la Gauche. Vous êtes devenu le leader de toute la Gauche et aussi bien à la tête de la fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste qu'à la tête du Parti Socialiste, vous avez donné la mesure de vos moyens et vous êtes maintenant considéré comme un candidat qui a une stature d'homme d'état.
(Applaudissements)
Il est difficile de concilier le rôle du Premier Secrétaire du Parti Socialiste que vous avez joué remarquablement et en même temps de s'affirmer comme un homme d'état qui domine la classe politique de son pays. C'est ce que vous avez fait, notamment par votre action à la tête du Parti, par votre action comme leader de la Gauche, par vos discours à l'Assemblée Nationale, et je ne voudrais me référer qu'au dernier de ces discours, au cours duquel tous les députés qui vous ont écouté ont eu le sentiment que le seul homme d'état dans cette enceinte du Palais Bourbon, c'était vous, quand vous avez parlé de la liberté...
(Applaudissements)
La liberté, nous, les Socialistes, nous savons ce que c'est. Personne ne peut douter de notre sincérité, de notre loyauté, de notre courage, j'ose le dire, quand il s'agit de défendre les libertés individuelles ou collectives. A l'époque où les régimes autoritaires se répandent sur l'Europe et même sur le monde comme une sorte de marée noire, il fallait que l'on sache que la France était prête à porter à sa tête un homme qui ne transigera jamais avec la défense de la liberté,
(Applaudissements)
Enfin, camarades, vous me permettrez de m'adresser, pour conclure, à François Mitterrand, sur un ton un peu plus personnel.
Cher François, si j'ai toujours admiré votre intelligence, votre style d'écrivain, votre style de journaliste, votre culture, votre sang-froid, votre courage, c'est depuis que vous êtes rentré dans le Parti Socialiste, depuis que vous êtes à sa tête, que nous avons appris à mieux vous connaître et que nous avons décelé en

Fondation Jean Jaurès

vous d'abord le rassembleur, car pour unir dans un même parti ceux qui venaient de la S.F.I.O., du Parti Socialiste, de la Convention, pour maintenir et pour développer ce parti, animer par des courants divers, par des courants pleins d'esprit d'action, d'imagination, il fallait à la fois de l'autorité et le sens de l'union. Vous avez eu tout cela à la tête du Parti Socialiste et nous avons pu mieux connaître à la fois votre patience à écouter parfois longuement certains de vos contradicteurs. Vous n'êtes pas têtu, c'est une grande vertu, vous êtes énergique, ce n'est pas la même chose. Vous avez un sentiment de la nature qui vous amène à parler des fleurs, des forêts, de la terre, et votre chronique de l'unité est devenue en quelques mois un document que l'on recherche et que l'on lit et qui permet de découvrir l'être intime qui se cache sous l'écorce de l'homme politique.
Vous êtes, nous l'avons ainsi découvert, profondément humain, si bien qu'aujourd'hui, en plus des liens politiques qui nous unissent à vous, nous éprouvons pour vous un véritable attachement sentimental. Ce sont ces sentiments d'estime, de confiance, d'affection, que nous vous portons, que nous voudrions faire partager à toutes les Françaises et à tous les Français, au moment où ils vont voter pour choisir le Président de la République. Cher François, vous nous avez conduits au succès, nous comptons sur vous pour nous conduire à la victoire !
(Vifs applaudissements)

François Mitterrand

Mes chers camarades, la mort du Président de la République ouvre une période nouvelle de notre histoire. Nous n'attendions, ni n'espérions du destin qu'il hâtât ce moment, ni de cette façon. Nous ici, nous pouvons nous rendre compte et discerné au-delà des luttes politiques, ce que le dernier combat de Georges Pompidou a pu signifier de souffrance. Le courage d'un homme devant la mort, quand la vie est encore pressante, exigeante, il n'est pas un d'entre nous, Socialistes, qui en dédaigne la leçon.
Mais notre rôle, après un temps d'arrêt, celui de la décence et de la réflexion, est d'examiner maintenant pour le présent et pour l'avenir, les responsabilités collectives qui sont celles du Parti Socialiste, et si vous le permettez, les responsabilités personnelles qui m'incombent.
Je remercie ceux qui se sont tournés vers moi, le Mouvement des Radicaux de Gauche, le Parti Communiste français, le Groupe parlementaire Socialiste, la C.F.D.T., le P.S.U., parmi d'autres, ils me pardonneront de ne pas les citer aujourd'hui ; ils m'ont demandé d'être candidat aux plus hautes fonctions du pays et de porter, dans un affrontement dont je mesure et là difficulté, et l'importance, l'espoir de tout un peuple.
Et maintenant, c'est vous, chers camarades, pourrai-je dire, que c'est ce à quoi j'attache le plus de prix, qui ne le comprendrait.... sans vous, rien ne serait possible, je veux dire sans vous expression de dizaines et de dizaines de milliers de militants, expression de millions de Français qui veulent que le Socialisme

porte témoignage dans cette bataille. Vous voulez que je sois candidat. Eh bien ! Je le serai. (Applaudissements)
Voici de votre part un témoignage d'amitié qui va plus loin que nous, car il s'agit bien dans cette enceinte et entre nous, et pour moi même, du Socialisme, - Nous ne mettrons pas ce mot dans notre poche,- du Socialisme synonyme de liberté, en commençant par la libération des opprimés, objet de nos luttes ; j'en conçois la grandeur. Echec ou victoire, mais si vous permettez, c'est pour la victoire qu'à partir d'aujourd'hui, nous allons maintenant nous mettre en route... (Applaudissements)
Lorsque j'énumère les organisations politiques ou syndicales et la liste s'allongera lorsque j'imagine l'immense foule partout en France qui attend notre présence, je sais bien, pour être un homme politique, que cela représente deux courants, pour le moins, et je comprends qu'il y ait deux courants dans la Gauche qui se veut responsable, celle qui rassemble les masses et la classe ouvrière, le courant du Programme Commun, quia déjà réuni plus de 10 millions de suffrages en mars 1973, et le courant autogestionnaire, et je me réjouis de cette singularité qui veut que le Parti Socialiste soit à la fois un parti autogestionnaire et signataire du Programme Commun.
(Applaudissements)
Mon rôle n'est pas de présenter au pays un programme de gouvernement. J'ai lu de très près nos textes et je ne voudrais pas que ceux qui les ont signés avec moi en aient moins bonne mémoire. Mon rôle n'est pas de présenter au pays un programme de gouvernement, mais je tiens à dire hautement que les options fondamentales du programme commun et du programme Socialiste sont justes et qu'elles seront défendues.
(Applaudissements)
Aussi, j'estime que ces options doivent être insérées dans la perspective d'un projet qui, en voulant changer la vie, créera d'abord les conditions politiques d'une transformation plus profonde.
Cette politique que je propose s'organise autour de ces cinq thèmes :
Le premier : des hommes plus libres.
Le deuxième : une société plus juste.
Le troisième : une monnaie plus forte.
Le quatrième : un peuple plus fraternel.
Le cinquième : pourquoi pas, une France plus présente.
Je développerai ces points au cours u'une conférence de presse que je ferai jeudi prochain, en précisant ces objectifs ; je me dois maintenant de présenter notre action au pays et de le faire d'abord devant les représentants de l'opinion que sont les journalistes, et c'est ainsi que dans un document établi noir sur blanc, les cinq thèmes que je viens d'indiquer iront jusqu'à l'application concrète de ce qui ne sera point un programme, je l'ai dit, mais la ligne d'action fondamentale sur laquelle combattront pendant un peu plus de quatre semaines, des millions et des millions de français et qui signifiera, si nous l'emportons, le commencement des temps nouveaux.
La France plus présente, et d'abord, mes chers camarades, en nous même, les

Fondation Jean Jaurès

Socialistes sont des patriotes ; je me désole parfois, lorsqu'il me semble entendre comme les échos desséchés des idéologies, comme l'oubli du sang qui coule en nous et qui sera transmis.
La France présente à Helsinki, par exemple, on fait bien des sourires, mais on traîne le pas. à Bruxelles, où il faudra bien que l'Europe surgisse . à Vienne où on doit bien parler de la paix par la réduction des armes, ou à Genève et puis partout dans le tiers monde.
La description que l'on fait d'un pays menacé, considéré comme naguère, je veux dire au XIXème siècle, qui s'acheva en 1914, qui cherche à situer les lignes de force sur le terrain militaire, il ne faut point l'oublier, passe d'abord aux yeux d'un Socialiste qui se veut de son temps, par le combat sur le plan de l'économie, par l'affrontement des intérêts, par la volonté des dominations de quelques-uns uns à travers le monde, détenteurs aujourd'hui d'une puissance incomparable, sans avoir, je veux parler des sociétés multinationales, en face d'elles un pouvoir politique capable de leur résister et de les dominer.
Un peuple plus fraternel. Déjà nous, nous l'avons trouvé ce qui manquait vous croyez que l'on conquiert l'amitié, le dévouement d'un peuple, Vous croyez qu'on peut obtenir l'adhésion des masses et de ces classes exploitées depuis si longtemps si d'abord les Socialistes entre eux ne savent retrouver ce climat fraternel dont je perçois l'écho?
Mais cela tient à des données que nos théoriciens, que nos plus anciens, il faut les saluer, les cheveux blancs, les vieux, les vieux Socialistes, qui ont attendu tant d'heures, quelquefois le dos au mur, sans savoir si un jour il y aurait l'espérance et qui ont tenu bon, connaissent bien. Ils savent bien qu'il n'y a pas d'autre explication dans les rapports entre des groupes sociaux qui s'affrontent jusqu'au jour où la paix civile fabriquera les données d'un monde équilibré.
Et tout se tient. La construction de la ville inhumaine, l'absence de communication entre groupes humains, l'impossibilité de parler, d'échanger, l'impossibilité d'apprendre souvent, et tant de millions d'hommes et de femmes attachés par des conditions d'un travail impossible.
Un peuple plus fraternel, quand ce ne serait qu'en traversant les rues, au hasard de la circulation.
Une société plus juste. Mais chers camarades, nous sommes si à l'aise sur ce terrain qu'on a tendance à croire dans l'opinion publique qu'imbattables sur le plan social, nous serions négligents sur le plan le l'économie. Et pourtant, la recherche des Socialistes, elle est précisément de disposer, par une analyse essentiellement économique, des moyens de préserver les chances et le pouvoir de ceux qui forment et qui fabriquent la production, les ressources et la richesse d'un pays.
Mais, il faut toujours se souvenir que sauver la monnaie c'est sauvegarder le pouvoir d'achat, que l'inflation c'est une subvention pour les grandes fortunes alors que c'est un impôt sur les pauvres. (Applaudissements)
Il faut toujours se souvenir que si les inégalités accroissent l'inflation, que si l'inflation accroît l'inégalité, c'est là le cycle infernal dans lequel nous nous sommes installés par la faute d'une majorité ou bien inconséquente ou bien trop

conséquente, c'est-à-dire gardienne devant la porte des privilèges.
Il y a toutes les mesures sociales non coûteuses, je veux dire en argent, mais peut-être plus coûteuses pour les rapports de pouvoir, je veux dire pour les conditions de vie et de travail : je veux dire la réforme du Code du travail.
Et puis, il y a celles qui coûtent quelque chose, eh oui, sans doute, à une époque, mes chers camarades, où l'on sait bien que le taux de croissance va baissant, pour des raisons qui incombent à la marche du monde, mais aussi aux fautes particulières du gouvernement français, alors qu'il faut supporter une inflation que certains, les modestes, situent aux alentours de 15 % pour l'année 1974, d'autres, les scientifiques, ceux qui savent multiplier par 3, situent aux alentours de 18 %, dans le moment même où les petits épargnants reçoivent l'obole que vous savez. Eh bien, les Socialistes doivent carrément dire que l'échelle mobile, d'un côté et, d'autre part, l'indexation de l'épargne sont des mesures non seulement hautement sociales mais dont le caractère économique, par voie indirecte, n'est pas non plus discutable.
On ne crée pas la richesse dans le désespoir, dans la colère ni l'amertume ou bien il se passe ce qui va peut-être se passer, c'est-à-dire le refus et le choix qui peut être, dans quelques semaines et, en tout cas, au-delà de ma personne, j'en suis bien sûr, dans quelque temps fera que la Gauche au pouvoir entamera sa grande action.
Et je dis, une monnaie plus forte... Qu'est-ce que vous voulez, tout va à vau l'eau... Comme disait notre ministre des Finances, on marche à vue.... il avance comme ça, pour peu qu'il soit myope (rires)....! Alors que nous nous contentons de dire : nous ne condamnons pas le profit, nous disons simplement que le profit ne doit pas être le maître du jeu. Nous ne voulons pas que le profit détenu, et de plus en plus concentré en peu de mains, décide pour tous de la vie quotidienne et des grandes espérances.
Bref, nous voulons le faire à leur place. C'est ce que nous appelons la planification démocratique et Socialiste.
Et, il ne faut pas s'y tromper, chers camarades, cette planification a comme adversaire tout autant le dirigisme des faux libéraux qui veulent concentrer dans leurs mains un pouvoir étatique que le capitalisme sauvage qui guette aux lisières de la jungle.
Mais, je voudrais attirer votre attention sur deux points qui donneront une signification particulière à l'action que nous allons mener.
J'ai dit, en effet, chers camarades, des hommes plus libres.
Est-il un seul d'entre vous, jeune ou vieux, ou bien entre les deux, qui ait fait autre chose, un jour de sa vie, lorsqu'il a choisi d'être Socialiste, est-il un seul d'entre vous qui n'ait été d'abord animé par le sentiment que l'adhésion au Socialisme, c'était le combat pour la liberté et un combat pour la liberté justifié, pendant un siècle et demi, au moment de l'avènement de la société industrielle par ces millions et ces millions d'hommes et de femmes, et d'enfants, jetés sur le carreau des mines, jetés devant toutes les machines qui commençaient leur orgueilleuse aventure, et si belle aussi, de la science et de la technique, avec ce troupeau abandonné à la puissance des maîtres. Et il en a fallu du temps ! Mais

Fondation Jean-Jaurès

cette liberté c'était la même, elle ne porte qu'un nom même si elle apparaît ici ou là sous un autre visage.
La liberté des travailleurs, cela veut dire le droit de vivre, cela veut dire le temps de vivre et c'est la même chose que la liberté, pour un citoyen, de vivre en harmonie avec lui-même, de voter comme il veut, de penser comme il veut, d'aller où il veut, d'écrire ce qu'il veut, dans les limites du respect qu'il doit à ceux qui forment la société humaine à laquelle il appartient.
Les Socialistes veulent des hommes plus libres. On dira : "Eh bien, on vous jette le défi." Je crois même déjà avoir entendu cette vieille rengaine.
Voyez-vous, lorsqu'on s'attaque au problème des institutions qui seront également l'objet, comme notre politique économique, notre politique sociale, d'an document qui sera remis par nos soins à la presse, il en est ainsi.
J'ajoute, après avoir annoncé que j'étais disposé, avec mes amis, secrétaires nationaux du Parti Socialiste, à répondre à la demande d'affronter la contradiction, à organiser le débat avec la presse spécialisée pour mieux informer le pays sur notre politique économique, que je ne pouvais pas prévoir les quelques embarras d'emploi du temps qui semblent se dessiner dans un proche avenir, mais que le rendez-vous sera tenu et que ces embarras ne m'empêcheront pas, dès demain, après-demain et les jours suivants d'être présent à l'invitation de qui voudra pour aborder le débat au fond sur la politique économique du Parti Socialiste.
Je ne ferai donc qu'effleurer, dans cet instant, en parlant des libertés, nos institutions, mais, s'agissant du président, je vous demande, chers camarades, en votre âme et conscience, si vous êtes d'accord pour dire qu'il faut que le Président de la République soit le premier dans l'Etat mais qu'il ne doit plus être le seul dans l'Etat.(Vifs applaudissements)
Il m'a toujours semblé, parmi les titres illustres dont peut s'enfiévrer l'imagination de la jeunesse, lorsqu'on rêve auprès d'une rivière ou bien dans le grand vent des belles saisons, que le titre de Premier citoyen de son pays, cela valait mieux que le reste... le Premier des citoyens, c'est-à-dire un citoyen soumis, plus que les autres, aux obligations civiques.
Pour un Socialiste, dire : « Etre le président de tous les Français », cela pourrait sembler oublier que nos luttes ont un fondement historique et c'est vrai qu'à l'intérieur de notre pays nous devons lutter pour le droit et pour le pouvoir légitimes de ceux dont nous sommes les principaux représentants. Mais, à compter du moment où l'on requiert et où l'on accepte la responsabilité d'un grand peuple, on doit rechercher par tous les moyens, ceux de l'esprit et ceux du cœur, à être le président de tous et, si quelques-uns ne s'y reconnaissent pas, je gage que ce seront ceux que nous n'aurons pas à regretter ! (Applaudissements)
Quant à la réforme constitutionnelle, eh bien ! Il appartiendra au gouvernement, rassemblant tous les éléments parfaitement mis au point par le Programme Commun, de définir et la quantité et 1e calendrier qui lui permettront d'épousseter une Constitution déjà bien fatiguée, usée pourrait-on dire, avant d'avoir servi, puisque autant que je puisse en juger, elle me parait être restée assez vierge en quelques domaines importants... mais une vierge bien délaissée !

Ce n'est pas que cette Constitution suscite de ma part un coup de foudre. Il serait bien tardif ! Mais le devoir, à partir du moment où les Français se sont prononcés, c'est d'appliquer leur volonté, jusqu'à ce qu'elle change.
Beaucoup plus important, et j'attire votre attention sur ce point qui est le dernier de non exposé : si nous voulons, chers camarades Socialistes, chers Amis, que les hommes soient plus libres, il faut imaginer, et je proposerai le vote par le Parlement dans les conditions de la loi, d'une Charte des Libertés.
(Applaudissements) Cette Charte des Libertés sera annexée à la Constitution.
Nous vivons depuis 1789 et la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen sur ce que l'on appelle les grands principes, qui en sont, et qui sont devenus dans le langage courant les principes fondamentaux. Nos Constitutions, celle de 1946 et celle de 1958, les ont intégrés en bloc, on pourrait dire en vrac, dans leur préambule ou au travers de leurs articles, mais sans aller beaucoup plus loin qu'un rappel rituel et presque automatique, que beaucoup de ministres sans doute n'ont jamais songé à relire, sans prévoir sérieusement la sanction des manquements aux libertés, surtout quand c'est l'Etat lui-même ou ses représentants qui s'en rendent coupables.
Il est temps de restituer aux libertés, que la société dirigeante a peu à peu vidé de leur contenu, leur force et leur rayonnement.
Je pense aux grands principes éternels, ceux que nous avons aimés dès l'enfance. Mais que signifient la liberté d'expression quand on écoute l'O.R.T.F.? (Applaudissements) Et le droit d'aller et venir... pas commode, boulevard Saint-Michel ! (Applaudissements) Et la liberté de réunion, aujourd'hui ça va. (rires) . Et la liberté de conscience. Il me semble que c'est ce que les Socialistes appellent d'un autre très beau nom qui est la laïcité ! (vifs applaudissements)
Il est temps de donner aux libertés nouvelles, celles qu'il faut conquérir sur la concentration du pouvoir politique et sur la toute puissance des techniques, celles que commandent la diffusion du savoir et le besoin de tout individu de chaque communauté, d'affirmer sa personnalité, d'exercer sa responsabilité, de défendre son droit à la différence, - je pense au respect de la vie privée, aux écoutes téléphoniques, à celui qui peut désormais avant l'heure du laitier grâce à des lois arrachées par surprise au Parlement, à la formation permanente, liberté fondamentale, aux nouvelles collectivités locales et syndicales, au droit du travail, et quand il le faut, au pouvoir et au contrôle des travailleurs, je pense à ces tribunaux d'exception qu'il faut détruire, à cette cour de sûreté et à ces tribunaux militaires, je pense à la garde à vue, je pense à la responsabilité collective pénale, je pense à tous ces rajouts du droit qui n'ont rien à voir avec le droit et dont il faut débarrasser le droit, afin de retrouver les grands principes d'autrefois redevenus plus jeunes que les autres - il est temps de donner aux libertés nouvelles dont je viens de parler la Charte des Libertés proposée par la Gauche française, qui garantira le droit de tous les Français et d'abord, avant le nôtre, le droit des autres, (très vifs applaudissements)
Chers camarades, je pense vous laisser le Parti, je ne sais pour combien de temps, en bon état et je l'espère aussi en de bonnes mains. Pierre Mauroy, dont

vous connaissez les qualités de raison et de cœur, veut bien assurer par délégation de mes fonctions, et dans le cadre de la direction collégiale qui est notre règle, les responsabilités au poste de combat qui est le sien, alourdies encore par une absence qui s'explique assez bien. Je vois ici Gaston Defferre. je ne vois pas, mais je sais qu'il est là quelque part, Antoine Courrières. les responsables de nos Assemblées, les dirigeants de nos Commissions de contrôle, de conflit, vous, chers camarades Secrétaires de fédérations et de sections, et puis, peut-être plus encore, ceux dont je ne connais pas le nom, les militants Socialistes tout simplement . Je le laisse en de bonnes mains.

Et vous tous, chers camarades, vous êtes rassemblés, cela vous arrivera bien d'autres fois, à moi aussi, pour ce qui dépasse de loin une cérémonie. Nous accomplissons cet après-midi un acte politique et au nom de la Gauche tout entière nous nous adressons au pays tout entier. (Applaudissements)

Hier, j'étais dans ma petite ville de Château-Chinon, ma circonscription de la Nièvre, et je revenais par une admirable journée, avec cette lumière un peu grise du début de printemps, sur la route qui va de Château-Chinon à Paris, mais nous avons fait le détour par Vézelay, et nous sommes restés là deux, trois heures, à regarder, à respirer, à s'émerveiller. Comment n'aurais-je pas été porté par l'émotion, sachant ce que je savais de l'accueil qui me serait fait ici même ? Je pensais à la France, notre mère, à son corps visible, le corps visible de notre terre, d'où que vous soyez, vous savez bien ce que cela représente, ville ou village, fleuve ou colline, et je pensais à l'histoire d'un peuple écrite par ses vivants et nourrie de ses morts, cette immense continuité, je disais, mais voilà, c'est à nous maintenant de préserver et de transmettre. Mais je pensais aussi au-delà de la poésie des mots, qu'il était une autre histoire, plus profonde, faite de sang, de peine et de travail, celle qu'on n'a pas écrite, celle des travailleurs, celle du Socialisme international, celle de tous ceux qui n'ont même pas eu le temps d'espérer avant de mourir, et c'est cette histoire-là dont il faut maintenant reprendre le fil, et raconter à notre tour.

Saint-Just et le bonheur ... oui, c'est vrai, un grand récit de vies perdus ... ou bien Warlin dans sa petite rue ... ou bien Jaurès, qu'ils ont assassiné ... ou bien Lebas ou bien Brossolette ou bien Péri ou bien Casanova ou bien Jean Moulin, qui était de notre famille d'esprit, tandis qu'à l'autre bout du monde, par les poèmes de Neruda, et les noms plus récents, on sait bien ce que c'est que le prix d'un combat.

Et puis les victoires... trop tard. C'est pour cela qu'il faut allonger la liste. Léon Blum, l'ère Socialiste et le Front Populaire, et puis la Résistance, dont nous sommes.

Camarades, chers camarades, amis, et l'histoire sans nom du peuple, des paysans, du peuple des ouvriers, que n'illustre rien, que le souvenir de leur fils.

Ne croyez-vous pas qu'en cet après-midi il pourrait y avoir la justification de notre vie à tous ici, représentants du Parti Socialiste, petite troupe qui doit grandir, porteurs d'un idéal et d'une explication.

Si, à partir d'aujourd'hui, on pouvait leur dire à tous ceux-là qui ont commencé leur route bien avant nous, à tous ceux-là, ce peuple que je viens d'évoquer...

s’ils pouvaient penser, dans la mémoire obscure des masses en mouvement d’un peuple en plein réveil, d’une jeunesse en haute espérance, en ce jour, oui... maintenant... demain matin, le jour se lève !
(Les congressistes debout acclament longuement François Mitterrand)

Le président - Camarade, nous venons de vivre un moment d’intense émotion.
Dans quelques semaines, j’en suis convaincu, nous nous réunirons pour fêter la victoire de la Gauche, la victoire de François Mitterrand.
(Très vifs applaudissements)
(Le Congrès debout acclame vivement François Mitterrand)
Avant de lever la séance, j’informe les membres du Comité directeur, les membres du Groupe parlementaire, sénateurs et députés, que nous devons nous réunir dès que le Congrès sera terminé à la salle D.
Les Secrétaires fédéraux sont également invités à cette réunion.
Camarades, je le sens, nous avons de la peine à nous séparer, cette séance nous voudrions pouvoir la prolonger, mais il faut maintenant la lever afin de nous mettre au travail, à l’action.
(Les congressistes debout chantent l’Internationale puis la Marseillaise)
La séance est levée à 17 h 15

Coll. Fondation Jean Jaurès